

CPPAP N° 1020 S 06643

Directeur de la publication Fabrice LERESTIF

Tél. : 02.99.65.36.50 - Fax : 09.57.34.75.43

Courriel : ud.fo35@wanadoo.fr

Site : www.udfo35.fr

Imprimerie Colibri-Rennes

Prix : 0,30 €

PIC RENNES ARMORIQUE

INTER-PRO 35

Le Syndicalisme Indépendant  
35, rue d'Échange 35000 RENNES

Déposé le 30 août 2018

À distribuer avant le 3 septembre 2018

**P1**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION  
DES ORGANISATIONS SYNDICALES  
DE L'UNION DÉPARTEMENTALE  
FORCE OUVRIÈRE D'ILLE-ET-VILAINE  
**N°193 AOÛT 2018**

**PAGE 1 :**

ÉDITORIAL

**PAGE 2 :**

LES ARCHIVES DE FO ...

**PAGE 3 :**

L'UD EN ACTION ...

**PAGE 4 :**

CAMARADE ...

**PAGE 5 :**

COMMUNIQUÉ ...

**PAGE 6 :**

AG DE RENTRÉE ...

**PAGE 7 :**

EN DIRECT DE L'UD ...

**PAGE 8 :**

CAISSE SOLIDARITÉ,  
PERMANENCES UL, L'AFOC,  
CALENDRIER STAGES  
ET LE DESSIN DE PATOCHE ...

**POUR  
PLUS  
D'INFOS :**



## DU SOUFFLE !

Dans un courrier adressé à l'Union Départementale le 23 juillet dernier, le député « en marche » Bachelier, d'Ille-et-Vilaine nous indiquait avec l'arrogance des parvenus qui caractérise le pouvoir en place : « *Dés la rentrée, de nouveaux chantiers vont s'ouvrir, notamment la transformation de notre système de retraite. Nous n'avons pas l'intention de ralentir* »...

Cela a au moins le mérite de la clarté !

En fait de « chantiers », il s'agit plutôt de travaux de démolition des fondements mêmes de notre « *modèle social* » fruit de luttes (voir la page archives), de larmes et de sang parfois.

Ces gens-là ne doutent de rien : ainsi le nouveau PDG d'Air France, le canadien Benjamin Smith vient de s'octroyer un quadruplement quasiment de sa rémunération (4,25 Millions d'euros tout de même par an) au moment même où l'on refuse aux salariés une augmentation de salaire au motif des « *impératifs économiques* ». Le spécialiste des « *bas coûts* » s'avère être surtout un adepte des coups bas.

De fait, le « *nouveau monde* » de Monsieur Macron ressemble à s'y méprendre à l'Ancien Régime avec ses privilégiés, ses courtisans, ses hommes de main tel Benalla.

Il est de notre responsabilité historique non seulement de continuer à résister mais de passer à l'offensive... J'espère que vos congés payés, fruits des grèves et des occupations d'usine en 1936, ont rechargé les batteries, car il va falloir de l'audace et du souffle pour balayer ces dangereux parasites.

Dans sa chanson « *comme un lego* », Alain Baschung évoquait « *la faiblesse des tout-puissants, la force décuplée des perdants* ».

Rien n'est inéluctable, nous avons comme ceux qui nous ont précédés, notre destin entre nos mains.

**ÉCRIVONS LE, ENSEMBLE.**

**"VIVE LA LUTTE !  
VIVE LA SOCIALE !"**

Rennes, le 27 août 2018

Fabrice LERESTIF,

Secrétaire Général



**Pensez à vos cotisations 2018**

**TIMBRES 2018 : 4,75 EUROS.**

[tresorerie.udfo35@orange.fr](mailto:tresorerie.udfo35@orange.fr)

LA CITATION DU MOIS

"Seuls, nous pouvons faire si peu, ensemble nous pouvons faire beaucoup".

Helen KELLER  
(1880-1968)

# LES SOUPES COMMUNISTES ...

Après une rubrique consacrée au référendum destiné à casser la grève des chaussonniers de Fougères de l'hiver 1906-1907, ce mois-ci, cette rubrique est consacrée aux soupes communistes.

**Le référendum a donc échoué et la grève s'installe.**

L'hiver va être celui d'une grande misère pour de nombreuses familles qui se retrouvent sans travail et de plus par un hiver particulièrement rigoureux.

Un vaste élan de solidarité s'organise, notamment du côté de l'ancienne Bourse du Travail, rue Charles-Malard.

Une soupe populaire, dite communiste, est organisée deux fois par jour. La mobilisation ne faiblit pas. Plus de 5000 grévistes se retrouvent régulièrement sous l'ancien marché couvert de la rue Nationale.

Le mouvement est relayé par les journaux tant régionaux que nationaux.



Une des cartes postales les plus connues intitulée :  
« chargement de pain destiné à la bourse du travail »

Des soupes populaires sont donc distribuées aux familles dans le besoin. Chacun donne du sien pour les corvées d'eau, de bois, de peluche, de cuisine, de vaisselle ou de ménage. Même le barbier assure des permanences.

La bourse du travail, les halles couvertes et d'autres lieux sont réquisitionnés par les grévistes.



Les députés socialistes Wilm et Ghesquière et M. Poisson, rédacteur de l'Humanité sont venus partager la soupe.

L'Humanité lance une grande souscription (20000 francs seront récoltés en un mois et demi). Les députés socialistes Albert Willm du Nord et Henri Ghesquière de la Seine ainsi que le rédacteur de l'Humanité (\*) viennent partager la soupe. La Municipalité distribue du pain aux grévistes.



Distribution de pain de la municipalité, sous la présidence du Maire Desrues.



Les cuisinières à leur poste ...



La distribution ...

(\*) Il s'agit d'Ernest Poisson, personnalité politique de la Manche, ami de Jean Jaurès et rédacteur du quotidien socialiste l'Humanité dont le 1er numéro est sorti le 18 avril 1904. Il était présent au café du Croissant lors de son assassinat le 31 juillet 1914 et c'est d'ailleurs sa femme Marguerite qui hurlera « Jaurès est tué ! ». Ultérieurement on lui prêtera l'exclamation « Ils ont tué Jaurès ! » repris dans le monde ouvrier.

# L'UD EN ACTION ...

**9 JUILLET RENNES  
RASSEMBLEMENT À LA DRÉAL**



**ensemble**  
les ITPE acteurs de leur avenir !



## Snitpect-FO

**RENNES. FORCE OUVRIÈRE S'INQUIÈTE POUR LE MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE.**



Les militants de Force ouvrière, rassemblés devant la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dréal).

Le syndicat FO s'est rassemblé, ce lundi matin, à Rennes, devant la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dréal). Il proteste contre les suppressions de postes au plan national, pour l'ensemble du ministère de l'Écologie.

Pour le syndicat FO, « le ministère de l'Écologie est le plus maltraité de tous. Cette année, il contribue à hauteur de 80 % à la baisse des effectifs de la fonction publique d'État. Dans cette logique et à ce rythme, tout le ministère est menacé. » Lundi matin, une vingtaine de militants de Force ouvrière se sont rassemblés devant les locaux de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dréal) de Bretagne, à Rennes, près du quartier de Villejean.

**Un campement devant la Dréal**

Les syndicalistes multiplient ce type de manifestations, tour à tour dans les principales villes françaises, pour protester contre la cure

d'austérité qui touche, selon eux, le ministère de Nicolas Hulot. « Il y a une grande différence entre le discours et la réalité. Alors que l'urgence écologique est présentée comme une priorité, des milliers de postes sont supprimés », déplore Fabrice LERESTIF, le secrétaire départemental de Force Ouvrière en Ille-et-Vilaine.

**Le ministère, une « Zone à défendre »...**

Marc Schwager est lui aussi inquiet. Délégué territorial Bretagne du Syndicat national des ingénieurs des travaux publics, il constate que « ces suppressions de postes touchent encore plus les implantations



locales. Plus on s'approche du terrain, plus on perd des postes. » Toute la matinée, un campement symbolique a été installé devant la Dréal, avec une toile de tente. « Nous voulons faire du ministère une Zone à défendre, pour sortir Zéro ambition durable... »

*Ouest-France 9 juillet 2018*

Le billet  
du **JOËL**

## CAMARADE JEAN-CLAUDE...

Il m'aura fallu plus d'un an pour comprendre...

La première alerte, ce fut au meeting commun FO et CGT à Nantes le 7 septembre 2016. À côté du leader de la CGT, Jean-Claude fut pour le moins plus réformiste que révolutionnaire. Certes nous sortions de 14 journées de grèves et de manifestations du printemps sans avoir obtenu le retrait de cette satanée loi EL-Khomri mais ce que les militants attendaient, c'étaient de repartir sur la ligne de la grève générale interprofessionnelle. Ce jour là, Jean-Claude siffla la fin de la récréation et Philippe Martinez eut beau jeu de paraître très revendicatif et mobilisateur face à une confédération dont le leader expliquait en insistant lourdement que la suite du combat serait juridique.

La deuxième alerte, ce fut fin août 2017 après la pseudo négociation sur la deuxième loi Travail. Jean-Claude au prétexte d'avoir négocié tout l'été et sauver l'essentiel expliqua, là encore, qu'il n'y avait pas lieu de mobiliser et faire sortir les troupes. Pas d'appel à manifester, pas d'appel à la grève, pire, une volonté de faire pression sur les UD et les Fédés qui voulaient se battre. Dans cette histoire, j'avais beau éplucher les textes de lois, je ne trouvais rien de bon là-dedans et du coup, j'en allais même à me demander s'il n'y avait pas eu un « deal » entre le gouvernement et notre Secrétaire Général. Mais se poser cette question pour un camarade et ami n'est pas facile aussi j'avais à l'époque un peu de mal à comprendre tous ces camarades qui avaient vraiment la dent dure avec Jean-Claude. J'eus même presque pitié pour lui quand je constatais, lors du congrès confédéral, les résultats du vote catastrophique sur le rapport d'activité. Je m'imaginai lors de mon congrès de départ en retraite la honte de n'avoir obtenu que 44,16 % des voix car c'est bien le chiffre exact en tenant compte des abstentions. Je n'aurai jamais pu affronter le regard des congressistes après un tel camouflet et je ne fus pas surpris d'apprendre que Jean-Claude ne remit pas les pieds au congrès.

La troisième alerte, ce fut la future nomination de Jean-Claude au Conseil Économique et Social Européen. Mais j'hésitais encore à croire que l'impensable était arrivé. Cette place, après tout, ne rapporte pas grand chose en notoriété ni en monnaie sonnante et trébuchante.

Il me fallut donc attendre juin 2018 soit presque deux ans pour enfin comprendre.

Jean-Claude était recruté en tant que « senior advisor » par Alixio, la société de conseil de Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy. Alixio « accompagne les décideurs d'entreprises dans leurs transformations Ressources Humaines, stratégiques, organisationnelles et managériales » (dixit leur site). Bigre, ce jargon, je le connais, c'est celui de nos ennemis de classe. Comment un syndicaliste peut-il aller se fourvoyer là-dedans ? Et pour bien montrer qu'il est passé de l'autre côté de la barrière, Jean-Claude tweete le 11 juillet : « Pour être fidèle à mes conceptions en matière de liberté, de responsabilité et continuer à défendre librement mes idées j'ai décidé de ne pas siéger pour FO au Comité Économique et Social Européen ». Un Senior Advisor chez Dell à Montpellier gagne près de 5000€ par mois mais on parle aussi de 200K€ par an (soit plus de 16000€ mensuel) selon un ancien avocat qui s'est lancé dans un cabinet d'experts (c'est tout ce que j'ai trouvé sur le Net...). Pas mal quand même quand cela s'ajoute à une retraite du Conseil Économique et Social notamment...

Voilà donc la fin de cette très mauvaise histoire.

Camarade ou traître à sa classe...

J'ai malheureusement ma réponse.

Guichen, le 22 août 2018

**JOËL**



# 2017-2018 : LA CONTINUITÉ DANS L'AUSTÉRITÉ !

L'an passé, à peu près à la même date, la Cour des Comptes avait présenté sa « thérapie de choc » contre la Fonction publique et les services publics :

- ▶ Baisse de la masse salariale des fonctionnaires ;
- ▶ Gel de la valeur du point d'indice ;
- ▶ Diminution des effectifs ;
- ▶ Augmentation du temps de travail ;
- ▶ Mise en oeuvre du jour de carence en cas d'arrêt maladie...

Dès lors, le gouvernement n'a eu de cesse de multiplier les annonces de sévères restrictions pour la Fonction publique et ses agents, à commencer par le gel du point d'indice pour 2018, mais également avec la mise en place de discussions dans le cadre de CAP 2022. Discussions ? Plutôt une mise sur le fait accompli des organisations syndicales. À la clef : d'avantage de contractuels avec des contrats encore plus précaires, des plans de départs volontaires en cas de perte de poste, une volonté d'amoindrir le rôle des représentants des personnels dans les CAP, voire de les contourner pour tout acte de gestion personnelle de carrière (promotion, mutation, ...).

Pourtant, ni le gouvernement, ni la cour des comptes n'ont souligné la terrible situation provoquée par les politiques d'austérité menées par les gouvernements précédents :

- ▶ les services publics sont au bord de la rupture faute d'effectifs et de moyens ;
- ▶ les fonctionnaires ont perdu 16 % de pouvoir d'achat depuis 2000 ;
- ▶ le pacte de responsabilité mis en oeuvre sous le quinquennat Hollande s'est traduit par 50 milliards d'euros de cadeaux pour le patronat (sous forme de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) financés par les coupes budgétaires asphyxiant la sécurité sociale et les services publics.

FO n'a cessé de le répéter : « L'austérité est suicidaire économiquement, socialement et démocratiquement ». Et ce gouvernement ne semble pas le comprendre puisqu'il va plus loin encore que ses prédécesseurs.

Les agents payent les conséquences négatives pour leurs carrières et salaire découlant du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunération ((PPCR) que FO n'a pas signé tant Force Ouvrière avait prévu ces effets dévastateurs.

Notre ministère, pour les personnels administratifs et techniques, cela a signifié 200 suppressions de postes pour la rentrée 2018, se traduisant localement par de très nombreux redéploiements de postes, donc de mesures de cartes scolaires.

Cela se traduit également par les annonces du transfert aux régions des DRONISEP et la fermeture des CIO à très court terme.

Cela se traduit également par la remise d'un rapport prônant la fusion des académies et des mutualisations à outrance, avec à la clef une gestion de la masse salariale par le recteur de région académique qui aurait tous les pouvoirs.

Derrière les logiques de fusions, de mutualisations de services, il y a une conception de la politique publique de plus en plus éloignée des préoccupations d'égalité d'accès au service public, conçues sur des objectifs réduits à une approche minimaliste et soumise aux besoins immédiats de l'activité économique.

L'application des préconisations du rapport se traduirait par :

- moins de service public ;
- une explosion des services déconcentrés et des politiques éducatives ;
- la fusion des CROUS, voire des ESPE, sur tout le territoire ;
- la création d'académies démesurées ;
- des suppressions d'emplois ;
- des difficultés accrues de fonctionnement et d'accès pour les personnels et les usagers.

Pour les titulaires, c'est encore moins de promotions, moins de droit à la carrière.

Pour les contractuels, c'est les enfermer dans la précarité et leur refuser l'accès au statut.

## POUR FO, IL Y A URGENCE À RENONCER À CETTE POLITIQUE SUICIDAIRE. IL Y A URGENCE À RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS

Dès la rentrée de septembre 2018, nous devons continuer à résister, reconquérir et revendiquer.

- ▶ Pour l'augmentation immédiate de 16% de la valeur du point d'indice, en rattrapage des pertes subies depuis 2000,
- ▶ Pour l'ouverture immédiate de négociations salariales, et sur les grilles indiciaires et les carrières,
- ▶ Pour des recrutements uniquement sous statut de fonctionnaire et la titularisation immédiate de tous les contractuels,
- ▶ Pour la défense et l'amélioration du Statut général et des statuts particuliers,
- ▶ Défense du paritarisme et des règles collectives de gestion basées sur des critères objectifs,
- ▶ Pour le maintien et le renforcement du service public !

**RÉSISTER,  
REVENDIQUER  
ET RECONQUÉRIR !**



COMMUNIQUÉ SPASEEN-FO JUILLET 2018

# AG DE RENTRÉE

**UNION DÉPARTEMENTALE 35**  
**vendredi 14 septembre**  
**9H30 salle PJ LAMBERT**



**SOUS LA PRÉSIDENCE**  
**DE DIDIER PORTE**  
**SECRÉTAIRE CONFÉDÉRAL CGT-FO**



## LU DANS LA PRESSE

### FORCE OUVRIÈRE : " LE BILAN SOCIAL EST DÉJÀ LOURD " .

Emmanuel Macron a réuni, mardi, à l'Élysée, syndicats et patronat pour fixer ensemble un agenda social. « **le dialogue social, il faut moins en parler, plus le pratiquer**, réagit Fabrice Lerestif, le secrétaire général du syndicat Force Ouvrière 35. Depuis son élection M. Macron agit autoritairement par injonction et par ordonnance. Même si la réunion semble sur la forme amorcer une évolution, le bilan social est déjà lourd. »

Toujours selon Fabrice Lerestif, « **tous les droits collectifs conquis par nos anciens à la sortie de la guerre sont dans son viseur. S'il n'y a pas d'autre issue, il faudra une mobilisation interprofessionnelle. Chacun souhaite des congés bien mérités, fruits des grèves et occupations de 1936...** »

Ouest-France 19 juillet 2018

## DANIEL NOUS A QUITTÉS :

**Daniel SADONÈS, militant FO à Vitré.**

Élu au sein des différentes instances : Comité d'entreprise et Délégués du personnel de la Banque de Bretagne, Conseiller Prud'homal, Secrétaire de l'Union Locale pendant de nombreuses années est décédé après une longue maladie lundi 11 août, à l'âge de 76 ans.

**Nous ne l'oublions pas.**

**À sa famille, à ses proches, l'Union Départementale apporte tout son soutien.**

**INTERIM avec nous**  
**Salariés permanents CDI intermédiaires Intérimaires**



**Réunion le MARDI 2 OCTOBRE 2018**  
**à 14 Heures salle Pierre-Jean Lambert à l'UD 35**

## COMMUNIQUÉ CONFÉDÉRAL

### LES BANQUES S'ENGRAISSENT, LE PEUPLE SANS GRÈCE !

La pensée économique libérale affirme depuis quelques jours que la Grèce va mieux après avoir mis en œuvre les réformes d'austérité imposées par le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Pour Force Ouvrière, la violence de ces propos est inversement proportionnelle à la réalité.

Le bilan économique de ces années ? Depuis 2009, le PIB a chuté de 25 %, le chômage passe la barre des 20 % de la population active et des 50 % chez les jeunes, les pensions ont baissé de 40 %, le salaire minimum a perdu 200 euros - moins de 600 euros par mois - et 25 % de la population vit sous le seuil de pauvreté... 1/3 de la population travaille à temps partiel pour une rémunération à peine plus élevée que le seuil de pauvreté. La moitié de la population la plus pauvre a vu ses impôts augmenter de 337 % quand la moitié la plus aisée de 9 % !

Quelles conséquences sociales ? Plus de 300 000 Grecs ont émigré pour trouver un avenir qu'ils n'ont plus en Grèce, la prostitution chez les jeunes étudiantes a explosé, la consommation d'anxiolytiques a été multipliée par 19, celle des psychotropes par 35 et des antidépresseurs par 11. Les suicides ont augmenté de 35 %. Le taux de pauvreté infantile est de plus de 26 %. 45 % d'enfants n'ont pas accès aux produits et services de base (nutrition, chauffage, santé...).

Quelles conséquences sanitaires ? Pour Force Ouvrière, il est inacceptable que dans un pays de l'Union européenne, qui de son côté se gargarise d'avoir adopté un socle européen des droits sociaux qui n'aboutit aujourd'hui à rien de concret, les travailleurs et l'ensemble de la population se voit dans l'obligation de choisir entre manger, se chauffer ou se soigner. Les revenus du travail ne permettent plus aux salariés et à leurs familles de vivre dignement dans un contexte où les droits fondamentaux sont mis en pâture par les créanciers. 32 % du peuple grec ne se soigne plus, les soins et les médicaments étant devenus trop chers.

Et la Grèce va mieux nous dit-on ? Pendant que le peuple fait chou blanc, les financiers font choux gras. Les éternels « premiers de cordée » se repaissent d'une Grèce dépecée en moins d'une décennie au profit des intérêts privés et financiers : privatisation de nombreux services publics dont le service des eaux qui est un bien commun, coupes drastiques dans d'autres ne permettant plus par exemple de faire face à des catastrophes tels que les incendies de cet été, vente des intérêts économiques grecs dont les ports et aéroports. Quant aux intérêts engrangés sur la « crise grecque » par les banques centrales... ils s'élèvent à plus de 8 milliards...

Force Ouvrière apporte son soutien aux travailleurs grecs et dénonce la crise humanitaire engendrée par la rapacité néolibérale.

Paris, le 22 août 2018

Marjorie ALEXANDRE

Secrétaire confédérale

Département des Relations Internationales et des Droits Fondamentaux

malexandre@force-ouvriere.fr

## CAISSE SOLIDARITÉ INTERPROFESSIONNELLE :

Le pouvoir et ses subsidiaires sont décidés à faire taire toute résistance sociale.

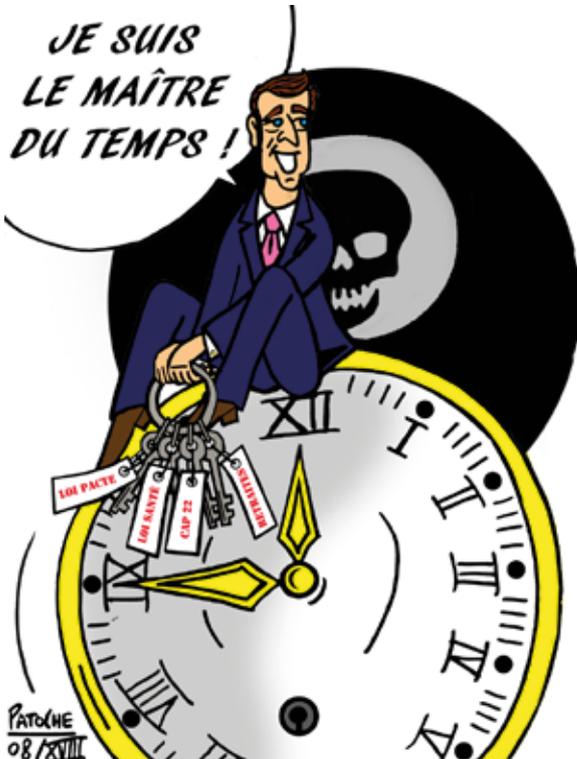
Cela passera à n'en pas douter par une forme d'asphyxie financière, qui commence par une baisse déjà sensible des subventions, conjuguée à l'augmentation des tous les coûts. Il est clair que la période qui vient sera difficile pour le syndicalisme indépendant et donc pour l'UD FO Ille-et-Vilaine.

Il faut bien évidemment développer encore et toujours notre syndicalisation.

Mais en attendant si chaque adhérent(e) verse ne serait ce que quelques euros, la "force ouvrière" pourra continuer de s'exprimer pleinement dans les semaines et les mois qui viennent.

**Chacun en mesure l'enjeu fondamental.**

**Chèque à l'ordre UD FO 35 à envoyer :  
35 rue d'Échange 35 000 Rennes  
avec au dos la mention : "Caisse Solidarité interpro".**



## ABROGATION DES LOIS SCÉLÉRATES SUR LES RETRAITES

- ☞ Retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein
- ☞ Blocage de tout allongement de la durée de cotisation et retour aux 37,5 annuités
- ☞ Maintien du système solidaire de la répartition (contre le système par points) et retour au calcul sur les dix meilleures années dans le privé
- ☞ Maintien du code des pensions et du calcul sur les six derniers mois dans le public
- ☞ Revalorisation des pensions

**Pour FO, le dossier n'est pas clos, rien n'est réglé, FO ne lâchera pas !**

## PERMANENCES DES UNIONS LOCALES

### RENNES

35, rue d'Échange 35000 RENNES

**02.99.65.36.60**

ulforennes@gmail.com

Tous les jours 9h-12h et 14h-17h

### SAINT-MALO

8, rue Ernest Renan 35400 SAINT MALO

**09.66.96.37.97**

ulfostmalo@wanadoo.fr

Mardi et vendredi 9h-12h / 14h-19h

### FOUGÈRES

7, rue Charles Malard 35300 FOUGÈRES

**02.99.99.00.49**

Tous les mardis après-midi,  
(juridique : un lundi sur trois)  
ulfofougères@orange.fr

### VITRÉ

13, rue Pasteur 35500 VITRÉ

**02.99.74.42.80**

ulfovitre@orange.fr

Vendredi 11h30-14h30

### REDON

1, rue du Tribunal 35600 REDON

**02.99.71.16.48**

**06.26.88.51.88**

fo.redon@yahoo.fr

### GUICHEN

**07.83.67.25.78**

ulfoguichen@gmail.com



## Le calendrier des stages de formation syndicale à l'UD en 2018

DATES

INTITULÉ DU STAGE

du mardi 25 au jeudi 27 SEPTEMBRE

CONNAITRE SES DROITS

**COMPLET**

DÉCOUVERTE de FO

Du Lundi 12 au Mardi 13 NOVEMBRE

LES TRÉSORIERES de SYNDICAT

SI LES DATES NE VOUS CONVIENT PAS,  
il est possible de s'inscrire à un stage identique  
dans les départements 22, 29 ou 56.

NE PAS HÉSITER À NOUS CONTACTER :  
**02.99.65.36.50** ou [ud.fo35@wanadoo.fr](mailto:ud.fo35@wanadoo.fr)



Association de défense  
des Consommateurs et des Locataires

## PERMANENCES

À l'Union Départementale FO 35

35, rue d'Échange, Tél. 02 99 65 36 66

Lundi : 9h00/12h00 – 13h00/17h00

Mardi : 9h00/12h00 – 13h00/17h00

Mercredi : 14h00 à 17h30

Jeudi : 9h00/12h00 – 13h00/17h00

Vendredi : 9h00/12h00 – 13h00/17h00

À la Maison de la Consommation

48, Bd Magenta, Tél. 02 99 30 44 41

Lundi de 14h00 à 17h30

Jeudi de 10h00 à 12h00

Sans rendez-vous : mardi, mercredi et vendredi après-midi + permanences à la MCE.

Pour les autres horaires uniquement sur rendez-vous.